

Refus de la commission européenne de l'absorption d'Alstom par Siemens

Ce jour la commission européenne a annoncé officiellement son refus du projet « Siemens/Alstom ».

En ce qui nous concerne, contrairement à nos directions, nous ne regrettons pas cette décision car, comme les autres organisations syndicales, nous étions contre ce projet.

Il faut cependant que les choses soient claires :

- Nous n'avons jamais été contre la création d'un « vrai Airbus du rail » permettant un vrai champion européen tout en préservant l'emploi.
- Ce triste projet ne constituait en fait qu'en une prise de contrôle d'un groupe (Alstom) par un autre (Siemens) associée à une opération purement financière destinée à une distribution d'un énorme dividende exceptionnel aux actionnaires.

Les pseudos garantis sur l'emploi, du « même tonneau » que celle qui avaient été faite en son temps avec la vente des activités énergie au groupe américain GE, ne sont que poudres aux yeux et contes de fée :

Si l'opération ne présentait pas de risque pour l'emploi :

- Pourquoi la direction refusait obstinément de donner le détail aux représentants du personnel des « synergies » prévues dans le cadre de ce projet dans les 1ères années, pour près de 500M€ ... Quitte à payer 10 000€ par jour d'astreinte suite à une condamnation en justice ?
- Pourquoi, lors d'une réunion, Notre PDG, Henri Poupart Lafarge, a-t-il dit qu'il ne voulait pas que les informations sur les synergies circulent car « anxiogènes » pour les salariés ?

Si les Chinois sont l'adversaire N°1:

- Pourquoi le gouvernement n'a-t-il rien dit à propos de l'accord entre Thalès et le « grand méchant Chinois » CRRC ?
- Pourquoi ce même Chinois est un de nos principaux fournisseurs chez Alstom notamment pour les moteurs ?

Si le gouvernement français mais aussi allemand sont inquiets de la concurrence mondialisée :

- Pourquoi, par exemple, ne pas demander officiellement une clause de réciprocité des règles commerciales vis-à-vis de nombreux pays tel que les USA, La Chine, l'Afrique du Sud, etc... Chez lesquels il nous est impossible de vendre du matériel sans les fabriquer, voire les concevoir, sur place ?

Le syndicat FO espère que les vrais problèmes des industries ferroviaires françaises et européennes feront enfin l'objet de mesures volontaristes.

Le syndicat FO espère que cette affaire va ouvrir les yeux à nos gouvernants et que l'intérêt de la collectivité passera avant l'intérêt financier d'un petit nombre.